

le prix de toutes choses allait baisser sensiblement. Quand le consommateur suspendit ses achats, le détaillant avait de la marchandise plein ses rayons et force lui fut, à lui aussi, de cesser d'acheter. Le marchand de gros dut en faire autant et l'industriel continua de fabriquer aussi longtemps qu'il put, c'est-à-dire tant que les banques voulaient bien le laisser fabriquer des marchandises qu'il empaillait dans ses magasins. Plein de foi en l'avenir, l'industriel tenait son établissement en activité pour ne pas faire chômer ses employés. Mais cela ne pouvait durer; les banques finirent par ne plus vouloir faire d'avances en de pareilles conditions. Il s'ensuivit un certain malaise dans tous les domaines. Certains en font reproche au Gouvernement, mais celui-ci y est aussi étranger qu'il l'est à la pluie et à la neige, à la gelée et à la chaleur.

L'impôt de l'an dernier sur les objets de luxe avait été créé principalement dans le but de faire voir aux gens qu'ils achetaient certaines choses à des prix excessifs, et c'est pour cela qu'il fallait ajouter le chiffre de l'impôt sur la facture au lieu de le laisser dissimuler dans le prix de la marchandise. Cet impôt eut pour effet d'amener les gens à se rendre compte de leur prodigalité; nombre de personnes finirent par constater qu'elles achetaient des marchandises d'un prix trop élevé pour leurs moyens et se mirent à rogner un peu leurs dépenses. Cet impôt a été aboli.

Pour ce qui regarde l'assurance contre le chômage, j'ai la conviction que le gouvernement d'Ontario a fait voter une loi très sage qui protège la veuve en lui attribuant tant pour elle-même et tant pour chacun de ses enfants. De cette façon, la veuve restant sans ressources ne se trouve pas plongée dans la misère. L'obstacle que j'entrevois à l'assurance contre le chômage est de même nature que celui auquel on se heurte à l'heure actuelle lorsqu'il s'agit, dans les villes, de nourrir les armées des sans-travail; c'est qu'il existe une tendance à profiter de l'aide accordée et à ne point chercher d'emploi. Autrement dit, les travailleurs nourrissent les fainéants. A cet égard, l'abeille nous donne l'exemple. Dans une ruche d'abeilles, les travailleuses tuent les bourdons; si je ne propose pas que l'on fasse précisément comme elles, je répéterai ici qu'il n'existe pour le pays qu'un seul moyen de salut: ce moyen consiste à obliger chacun à fournir tout l'effort dont il est capable.

A l'heure actuelle, on s'efforce en certains quartiers de réduire le coût de la

[M. Nesbitt.]

main-d'œuvre. L'été dernier, les cultivateurs de l'Ouest, m'a-t-on dit, ont dû parfois payer les travailleurs agricoles jusqu'à huit dollars par jour. Il est peu probable que les cultivateurs vendent leurs produits assez cher pour se trouver en mesure de payer de tels gages. Il n'en a cependant pas été ainsi dans tout le pays, et les salaires fort élevés que l'on a payés aux employés des fabriques de munitions pendant la guerre n'ont pas, du moins dans l'Ontario, prévalu dans les établissements industriels ordinaires. Dans l'industrie ordinaire, il a certainement fallu doubler le chiffre des salaires, mais ce qu'il y a de fâcheux, c'est qu'en dépit de cette augmentation on n'a pas obtenu la même somme de production. Je sais un cas où l'on a triplé le chiffre des salaires et où la production par homme s'est trouvée réduite de plus de la moitié. Autant que je sache, les patrons des établissements ordinaires, où les salaires ne sont pas d'un chiffre exceptionnellement élevés, ne se sont pas plaints d'avoir à payer de gros salaires; leur sujet de mécontentement, c'est l'insuffisance de la production. Depuis deux mois, je le dis avec plaisir, le volume de la production s'accroît très sensiblement, proportionnellement au commerce. Si tel est bien le cas—c'est-à-dire, si les ouvriers font leur devoir et gagnent leur argent—je ne sais pas de patron qui tienne à réduire les salaires. Le patron n'aspire qu'à obtenir des résultats. Les journaux annoncent que des multitudes d'ouvriers sont sans travail dans les villes; ce chômage n'a, à mon avis, aucune raison d'être. Tous ces gens-là pourraient s'employer à des salaires raisonnables s'ils se donnaient la peine de chercher de l'emploi.

Dans de petites villes comme les nôtres, bien que l'on se soit trouvé en présence d'une certaine somme de difficultés, vu qu'il y a eu une relâche dans les industries manufacturières, et qu'une ou deux manufactures aient fermé leurs portes momentanément, la plus grande partie des ouvriers ont pu se tirer d'affaire jusqu'à la reprise de leurs travaux. Ceux qui n'ont pas été favorisés, ont cherché avec succès du travail ailleurs.

Voilà l'esprit que je voudrais trouver dans tout le pays. Que tout homme, qu'il gagne sa vie avec son cerveau ou ses bras, et quelle que soit son occupation, ne se contente pas de rester assis et de maudire le Gouvernement ou les législateurs, ou qui que ce soit, au lieu de se mettre à l'œuvre et de se trouver du travail. Que tous et